

• SAHEL

Rahmane Idrissa, politologue : « La fièvre souverainiste au Sahel s'est nourrie d'un message simple : la France est le véritable ennemi »

Dans un entretien au « Monde », Rahmane Idrissa, politologue et chercheur, analyse la résurgence du souverainisme dans les pays du Sahel.

Propos recueillis par Coumba Kane

Publié hier à 08h00, modifié à 10h26 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



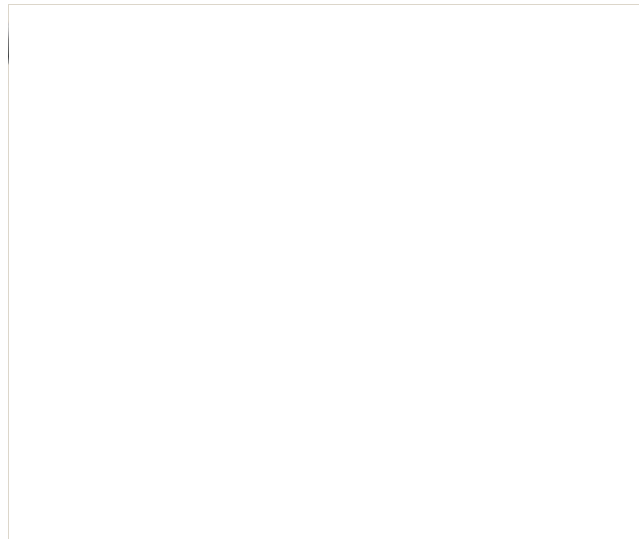
Lors d'une manifestation de soutien au coup d'Etat militaire au Niger, à Niamey, le 6 août 2023. - / AFP

Du Sénégal au Tchad, le « *souverainisme* » agite les discours politiques. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les putschistes en ont fait un levier de légitimation de leur pouvoir. Les trois pays ont ainsi rompu, le 29 janvier, avec la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), accusée d'être le relais des intérêts de la France, pour créer leur propre organisation, l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Mais au-delà des régimes militaires, cette promesse d'émancipation s'étend aux pays démocratiques.

Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a réclamé fin novembre, comme ailleurs au Sahel précédemment, le départ de l'armée française.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ



Rahmane Idrissa, politologue à l'African Studies Centre de Leyde (Pays-Bas) et à l'Africa Institute de Charjah (Emirats arabes unis), revient sur les mutations politiques en cours au Sahel et les limites du discours « souverainiste ».

D'où vient la fièvre souverainiste qui, du Sénégal au Tchad, traverse le continent africain ?

Elle est née d'une panique, au Mali, après la crise sécuritaire de 2012. Face à la multiplication des intervenants extérieurs – Cedeao, France, ONU – pour lutter contre les groupes armés, un fort sentiment de dépossession a gagné la population. Cet affolement a abouti à la prise de pouvoir des militaires en août 2020. En renversant le président Ibrahim Boubacar Keïta, ils ont promis aux Maliens de « *restaurer l'Etat et la nation* ». Cela signifiait chasser les soldats étrangers et faire sauter les verrous de l'Etat de droit promus par les partenaires occidentaux.

Cette fièvre souverainiste s'est nourrie d'un message simple : si les djihadistes et les rebelles sont des menaces réelles, la France est le véritable ennemi, du fait de ce qui est présenté comme son néocolonialisme impénitent. Ce discours a permis aux militaires de s'afficher en combattants pour la reconquête de la souveraineté perdue. Le même schéma sera dupliqué ensuite au Niger et au Burkina Faso.

Lire aussi | [« En Afrique, les pragmatiques sont devenus inaudibles »](#)

Comment expliquez-vous la propagation de ce phénomène ?

Il y a d'abord la présomption de culpabilité accolée à la France, perçue comme une force déstabilisatrice depuis la colonisation. L'ancien colon est suspecté de vouloir s'emparer des inestimables richesses minières de la région. Ces théories complotistes sont pourtant loin de la réalité. Au Sahel, la France n'est présente qu'au Niger, où elle exploite l'uranium.

Mais cet imaginaire a été façonné par la politique française en Afrique qui a longtemps consisté à préserver ses intérêts stratégiques en complicité avec des chefs d'Etats perçus comme des préfets de la Françafrique par ses détracteurs. Le discours antifrçais s'inscrit dans ce passif. En se l'appropriant, les militaires se présentent en sauveurs du Sahel. Ils ont par ailleurs été appuyés par la « *propagande noire* » diffusée par la Russie à l'égard du « Sud global » vis-à-vis de la France et des pays occidentaux.

Ce tournant souverainiste est-il pour les Etats africains francophones un moment aussi important que l'ouverture démocratique des années 1990 ?

Non, j'y vois plutôt une bulle qui s'apprête à faire pschitt. Au Sahel central, au nom du souverainisme, des activistes religieux et des progressistes se sont unis. Aujourd'hui, en particulier au Mali et au Burkina Faso, ces derniers sont persécutés, exilés ou embastillés. En revanche, les forces conservatrices, que ce soient les salafistes au Niger ou les traditionalistes au Burkina Faso, consolident le pouvoir des juntes. On est loin de la démocratie radicale promise au départ. Les militaires ont même trouvé le pendant des conférences nationales des années 1990 qui ont précédé la démocratisation : les assises nationales qui, dans chaque pays, entérinent des dictatures radicales.

Lire le décryptage | [Au Sahel, les groupes miniers occidentaux sous la pression des juntes militaires](#)

Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont matérialisé leur union par la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et la rupture avec la Cedeao. Ces Etats ont aussi exigé le départ des troupes françaises de leur sol et reprennent en main la gestion minière. N'est-ce pas la preuve d'un projet politique ?

Ce sont des actes symboliques forts sans impact sur la crise sécuritaire en cours. Aujourd'hui, les djihadistes occupent toujours les frontières entre les trois pays. Sur le plan économique, il n'y a pas de structure commune. Je note aussi une forme de contradiction à chasser la France tout en restant dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Leurs réserves de change sont donc toujours conservées au Trésor français.

Concernant la prise de contrôle des compagnies minières, c'est un acte de survie. Les juntes ne défendent pas la souveraineté de leur pays mais l'autonomie de leur régime privé de l'aide budgétaire des pays occidentaux. Cet argent ne sert pas à soutenir des projets de développement qui font cruellement défaut aux populations. En ce sens, le gel de l'aide américaine fera surtout souffrir les populations.



Le général Abdourahamane Tiani (à g.), président du Niger, et le capitaine Ibrahim Traoré (à dr.), président du Burkina Faso, à l'aéroport de Niamey (Niger), le 5 juillet 2024. - / AFP

Qu'en est-il du Sénégal et du Tchad qui ont annoncé simultanément, le 28 novembre, le démantèlement des bases françaises. Comment analysez-vous leur démarche ?

Le souverainisme, tel qu'il s'incarne dans ces deux pays, apparaît assez creux. Il ne porte pas de projet de puissance, qui nécessiterait des réformes radicales de gouvernance. Il se cantonne à des gestes symboliques comme le renvoi de l'armée française ou le changement des noms de rues, toutes choses qui se sont d'ailleurs déjà produites dans le passé.

Au Tchad, Mahamat Déby fait preuve de démagogie pour asseoir sa légitimité. Ayant trouvé de puissants parrains comme les Emirats arabes unis, qui sont engagés dans la guerre au Soudan, il n'a plus besoin de la protection française. Reste à savoir s'il va suivre certaines voix dans son entourage qui l'encouragent à rejoindre l'AES.

Au Sénégal, la configuration est différente. Le président Bassirou Diomaye Faye et son premier ministre, Ousmane Sonko, ne doivent pas leur victoire à une adhésion populaire au discours souverainiste. Ils ont été élus en partie grâce à leur promesse de bonne gouvernance et à la crise politique liée aux ambitions présidentielles de Macky Sall. Ils tentent néanmoins de susciter un élan souverainiste en diffusant un discours du ressentiment visant surtout la France. Mais la population s'inquiète des problèmes de gouvernance et d'injustice.

Il existe pourtant une autre forme de souverainisme teinté de panafricanisme actif : le Bénin investit massivement dans le secteur touristique en mettant en avant l'histoire de la résistance béninoise et en développant une politique d'accueil des Afrodescendants de par le monde, surtout aux Amériques. Tout en se lançant dans des initiatives industrielles comme la fabrication de motos électriques. Il y a là un projet souverainiste et capitaliste réfléchi.

Au Sénégal, le parti au pouvoir se définit comme panafricaniste de gauche. Est-il un héritier des mouvements anticolonialistes ?

J'en doute. Le Pastef n'est pas l'héritier des combattants anticoloniaux apparentés à la gauche. Dans les années 1960, ceux qui s'en réclamaient proposaient une révolution sociale et politique afin d'émanciper les Africains de tous leurs héritages sociaux encombrants. Il s'agissait, par exemple au Niger, de dénoncer le parasitisme social, le poids de la religion conservatrice, la persistance du « *féodalisme* », comme on appelait alors la puissance des chefs traditionnels. Il y a une différence entre une gauche travaillée par l'idée de progrès, et qui doit donc changer la société, et une autre qui se définit surtout par l'anti-impérialisme et donc se focalise sur la rupture avec les anciennes puissances coloniales. Ces deux sensibilités étaient mêlées dans les années 1960, mais au fil du temps, le progressisme s'est étiolé tandis que l'anti-impérialisme se transformait en pensée unique de la gauche africaine.

Le Pastef, avec son obsession pour la traite négrière et les crimes du colonialisme, s'inscrit dans cette lignée. Le parti ne parle guère du problème social des stigmatisés de la condition servile et castée qui existent encore aujourd'hui dans la société sénégalaise et ailleurs au Sahel. Et je remarque que ce curieux indépendantisme post-indépendance plaît à une certaine gauche occidentale dont la vision de l'Afrique se réduit à celle de victime de l'impérialisme.

Vous évoquez le rôle central des franges traditionalistes au sein des pouvoirs sahétiens. Leur implication favorise-t-elle un conservatisme sociétal ?

Il y a effectivement une révolution conservatrice en cours au Sahel. Grâce au soutien des forces religieuses et traditionalistes, les juntes ont emprisonné les voix progressistes et refermé l'espace public. Au Burkina Faso, l'Eglise catholique, qui a longtemps promu la démocratie et les droits humains, défend désormais un pouvoir qui piétine l'une et les autres.

Pour autant, cette pensée réactionnaire n'est pas nouvelle. Elle dominait chez les élites durant la période démocratique mais ne parvenait pas à s'imposer du fait des échanges avec les partenaires occidentaux. Au Niger, les militaires ont, par exemple, retiré des manuels scolaires les modules sur la santé reproductive car contraires aux « *valeurs socioculturelles* » du pays.

Aujourd'hui, les régimes militaires rejettent la société ouverte et partagent la même vision régressive de Boko Haram. Ils tournent le dos aux idéaux d'émancipation sociale et politique vivaces à l'indépendance.

Lire aussi l'entretien | [Sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Cedeao : « Une reconfiguration régionale s'opère en Afrique de l'Ouest »](#)

Placez-vous la résurgence du nationalisme sahéien dans un mouvement plus global marqué par la montée en puissance de l'extrême droite en Europe et aux Etats-Unis ?

Je note plutôt des différences entre ces deux phénomènes. En Occident, une révolte contre les élites est à l'œuvre. Au Sahel, ce sont ces dernières qui sont nationalistes. La population, elle, réclame

surtout la bonne gouvernance pour mieux vivre. Mais les élites sahéliennes partagent un trait commun avec les trumpistes : le rejet de l'Etat de droit. Elles se sont toujours senties, à travers la coopération bilatérale, entravées par la nécessité de respecter les valeurs libérales et humanistes.

Pour les défenseurs des droits africains, nous vivons un moment démoralisant. Ces militants ne peuvent plus compter sur le soutien de l'Europe, des Etats-Unis, de la Cedeao. Les Européens ont peu à peu rouvert leurs ambassades au Sahel. En Guinée, en dépit des exactions du régime militaire contre la société civile, la presse et l'opposition, la France se tait par crainte de voir la Russie étendre son influence.

Coumba Kane

Services *Le Monde*

Découvrir

Calculez votre empreinte
carbone et eau avec
l'Ademe

Retrouvez nos derni
hors-séries, livres &
du Monde